

[La newsletter de la CES]



Dans ce numéro

- 2 La CES en action
- 3 Conférence Rio+20 : interview de Judith Kirton-Darling
- 5 Calendrier syndical
- 6 L'UE à la loupe
- 8 Calendrier européen

Le chiffre du mois

25 millions de chômeurs en Europe

Selon les estimations de l'Office européen de statistiques Eurostat, le taux de chômage s'élève à 10,3% dans l'Union européenne. Il est de 11,1% pour la zone euro. Ce sont 25 millions d'Européens qui sont actuellement sans emploi. C'est la première fois depuis la création de la zone euro que le taux de chômage franchit le seuil de 11%, qu'il avait atteint, pour la première fois également, en mars. (Source : Eurostat)

A noter



Cher(e)s lecteur(trice)s,



La Confédération européenne des syndicats propose un [contrat social pour l'Europe](#). Dans une période très pénible pour les travailleurs, c'est notre vision de l'avenir, ce sont nos alternatives que nous mettons en avant. Nos propositions sont fortes et courageuses. Nous voulons que ce contrat social soit discuté et mis en œuvre. L'Union européenne ne survivra pas sans une dimension sociale forte. Les chiffres viennent de tomber : le taux de chômage en Europe ne cesse de grimper. Environ 25 millions d'Européens sont sans emploi aujourd'hui, dont 23% de jeunes. Face à une telle situation, nos responsables politiques européens annoncent un « Pacte de croissance » pour l'Europe. En y regardant de plus près, ce pacte ne prévoit rien de vraiment nouveau. A part une augmentation du capital de la Banque européenne d'investissements, il est question d'une utilisation améliorée des Fonds européens et d'une mise en œuvre de programmes déjà existants. Les réformes structurelles du marché de l'emploi font partie intégrante de ce pacte et pourtant, nous savons bien que ce n'est pas de là que nous pouvons attendre la croissance. C'est vrai, le dernier Conseil européen a pris quelques mesures qui permettent de gagner un peu de temps mais de sérieux problèmes perdurent. Ces mesures ont le mérite d'initier un processus qui permettrait de découpler le sauvetage des banques du niveau de la dette souveraine. Reste à mettre le système en place et à espérer que cette mesure d'urgence fonctionne. Mais ce n'est qu'un pas pour stabiliser la monnaie. Des propositions pour une union bancaire, budgétaire et économique sont sur la table. La CES les étudiera en détail et demande, d'ores et déjà, à être consultée sur les développements qui affectent l'avenir des travailleurs et des citoyens. Nous avons besoin d'instruments et de choix communs favorisant une croissance durable, des emplois de qualité et des salaires décents, comme nous le proposons dans notre contrat social. Pour le syndicat européen, ces choix doivent passer par la coopération et la coordination des politiques économiques et par des investissements au service d'une économie bas carbone. Guidés par la solidarité, ils doivent s'inscrire dans un cadre politique et institutionnel démocratique, qui reflète une communauté de destin, via notamment la création d'euro-obligations, le renforcement du rôle de la Banque centrale européenne dans la gestion de la crise, une convergence et une harmonisation des politiques fiscales, la mise en place rapide de la taxe sur les transactions financières, et une lutte beaucoup plus déterminée contre la fraude et l'évasion fiscale.

Bernadette Ségol,
Secrétaire générale de la CES





[La CES en action]

CAMPAGNES CES

Un contrat social pour l'Europe « Engager le débat pour une Europe de la solidarité et du progrès social »

06/06/12 - Réunis en Comité exécutif les 5 et 6 juin, les dirigeants syndicaux européens ont unanimement adopté [le Contrat social pour l'Europe](#). Ils ont appelé la Commission, le Conseil, le Parlement européen et les Chefs d'état et de gouvernement à ouvrir le [débat sur un contrat social visant à placer la croissance durable, l'emploi de qualité et la justice sociale au cœur de l'agenda européen](#). A la veille du sommet des 28-29 juin, le syndicat européen a rencontré les présidents du Conseil européen, de la Commission européenne, du Parlement européen et de l'Eurogroupe afin de leur [présenter les alternatives et les solutions proposées dans le « contrat social pour l'Europe »](#). Une [conférence de presse](#) a également été organisée à Bruxelles sur ce sujet.

Section du site internet de la CES consacrée au contrat social pour l'Europe : <http://www.etuc.org/a/10050>



REACH : lancement d'une vaste campagne d'information destinée aux entreprises

26/06/12 - La CES et IndustriAll Europe lancent une **vaste campagne d'information destinée aux entreprises qui commercialisent ou utilisent des substances chimiques**. Cette nouvelle campagne débute à l'occasion de la 8^{ème} conférence annuelle syndicale sur les produits chimiques et la protection des travailleurs (Bruxelles, 26-27 juin) qui rassemble des délégués venus de toute l'Europe. Les deux syndicats européens envisagent de **mobiliser toutes leurs organisations membres et leurs milliers de représentants élus** dans les entreprises européennes afin d'**attirer l'attention des employeurs sur leurs obligations en vertu du règlement REACH**. Cette nouvelle campagne a été organisée en [collaboration avec l'Agence européenne des produits chimiques](#) (ECHA).

Communiqué de presse conjoint CES-IndustriAll Europe :

<http://www.etuc.org/a/10090>

Section du site de la CES consacrée à REACH :

<http://www.etuc.org/r/831>

RÉUNIONS MAJEURES

Comité exécutif de la CES

05-06/06/12 - Le Comité exécutif de la CES s'est réuni à Bruxelles. Lors de la réunion, les dirigeants syndicaux européens ont adopté à l'unanimité la résolution « Un contrat social pour l'Europe » (Voir autre nouvelle). Le « Paquet emploi », la directive sur le détachement des travailleurs, le dialogue social européen, ainsi que le déséquilibre entre les hommes et les femmes au sein des organes décisionnels des entreprises dans l'UE ont été également discutés.



[Interview]

La Conférence des Nations Unies Rio+20 et le mouvement syndical européen

Interview de Judith Kirton-Darling, Secrétaire confédérale de la CES, en charge de l'environnement et du développement durable



“Rio+20”, la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, qui a eu lieu à Rio de Janeiro, au Brésil, du 20 au 22 juin, vient de se terminer. Quelles étaient les principales demandes de la CES ?

Judith Kirton-Darling (JKD) : Depuis l’an passé, la CES a élaboré sa propre position en collaboration avec la Confédération syndicale internationale (CSI). Nous avons en particulier adopté une résolution exhaustive sur le développement durable, qui contenait certaines demandes directement axées sur la Conférence Rio+20, ainsi que des demandes ciblant en particulier l’action de l’Europe au plan intérieur. Nous voulions quatre thèmes principaux à Rio. Le premier devait inclure une section sur les emplois verts, les emplois décents et une « juste transition » vers une économie

efficace en termes d’énergie et de ressources. La deuxième demande portait sur un engagement universel concernant les seuils de protection sociale, avec une action claire visant à mettre en œuvre la recommandation 202 de la conférence de l’OIT (adoptée au début du mois de juin) consacrée à cette question essentielle. La troisième concernait la nécessité de disposer de ressources suffisantes afin de mettre en œuvre la dimension sociale du développement durable, y compris l’introduction d’une taxe sur les transactions financières (TTF), en tant qu’exemple de financement innovant, afin de faire face au changement climatique et au développement durable. Notre quatrième demande portait sur la création d’une Organisation mondiale de l’environnement, qui transformerait le Programme des Nations unies pour l’environnement (PNUE) en une organisation des Nations Unies, ainsi que la création de ce que nous appelons le “Conseil de développement durable” lié à l’Assemblée générale des Nations Unies.

Comment évalueriez-vous le résultat final de la conférence ?

JKD : En ce qui concerne nos demandes, nous avons obtenu des résultats positifs dans la déclaration finale. Pour la première fois, le volet consacré à l’emploi a été clarifié, et nous avons abouti à un engagement clair sur la protection sociale avec une mention explicite à la recommandation de l’OIT. De plus, les pays ont été encouragés à élaborer des initiatives sur les emplois verts afin d’encourager une « Juste transition ». Cela représente une avancée majeure pour le mouvement syndical.

En ce qui concerne les autres demandes, en dépit du fait qu’il y ait une section sur les financements innovants, il n’y a pas de référence explicite à la TTF. En outre, la création d’une Organisation mondiale de l’environnement n’a pas été approuvée, mais le PNUE a été élargi et étendu à tous les membres des Nations Unies. On peut considérer qu’il s’agit là d’un premier pas dans la bonne direction.



[Interview]

Rio+20: Interview de Judith Kirton-Darling (suite)

Cependant, pour évaluer pleinement le résultat final, nous devons l'examiner dans une perspective plus large. En réalité, les demandes concernant la justice sociale ne peuvent vraiment être mises en œuvre que dans le cadre de la protection de l'environnement. Si le changement climatique continue et s'accélère, si les ressources attribuées sont réduites, si nous n'avons pas de stratégie concernant le CO₂, les gaz à effet de serre ou l'eau, etc., nos gains en matière sociale seront gravement fragilisés.

Par contre, en ce qui concerne le volet environnemental nous avons vraiment été déçus à Rio: il n'y pas eu de nouveaux engagements en faveur de l'environnement ou de nouvelles propositions concernant les conventions environnementales, contrairement à 1992 où des propositions avaient été formulées afin d'entamer des négociations sur les gaz à effet de serre, la biodiversité, la désertification, et le Protocole de Kyoto. Alors que nous avons de bons concepts et de bons textes sur les emplois et la protection sociale, nous avons très peu en termes de mise en œuvre dans tous les accords. Ces accords portent sur "l'état d'avancement", ce ne sont pas des actions concrètes. Nous avons à présent besoin d'actions concrètes, et nous en avons besoin d'urgence. Selon les avis scientifiques les plus récents, la fenêtre d'opportunité permettant de faire face au changement climatique se referme rapidement. Nous devons agir avant qu'il ne soit trop tard.

Un dernier point très important concerne une des décisions extrêmement négatives prises à Rio. Sous la pression du Vatican, qui a exercé un énorme lobbying contre l'égalité hommes-femmes et les droits des femmes, la référence aux droits sexuels et reproductifs des femmes a été supprimée du texte final. Il est honteux de constater que l'Europe était divisée, certains Etats membres soutenant le Vatican. L'Europe n'a donc adopté aucune position sur cette question.

Le slogan de la conférence était « L'avenir que nous voulons ». Quel avenir le mouvement syndical veut-il ?

JKD: Selon le Manifeste d'Athènes, qui guide tous les travaux menés au sein de la CES, l'avenir que nous préconisons doit être durable pour l'Europe elle-même et au plan mondial. Cela signifie une transition vers un modèle économique économe en énergie et en ressources. Les investissements en matière

d'efficacité de l'énergie et des ressources peuvent créer de l'emploi: nous devons nous assurer que ces emplois sont des emplois de qualité. Dans ce contexte, l'effort déployé par la CES afin d'encourager la « Juste transition » est essentiel, parce que notre avenir dépend de l'évolution réelle du modèle de développement, en particulier un changement de notre mode de consommation et de production. Par conséquent, ce qui a été convenu à Rio n'était pas suffisamment ambitieux pour atteindre les objectifs futurs que nous préconisons.

Pourquoi la « Juste transition » et le « travail décent » sont-ils des principes aussi essentiels pour la CES ?

JKD : La « Juste transition » est essentielle pour faire face à la transformation de notre économie, notamment dans plusieurs secteurs clés, tels que l'énergie, les transports et d'autres infrastructures, services, systèmes de production industrielle, etc. Les changements qui sont en cours ont un puissant impact sur l'emploi, positif ou négatif. Dans le contexte de l'échelle des changements, notre objectif consiste à gérer ces impacts, en particulier par la définition et la mise en œuvre d'un cadre politique pour l'anticipation de ce changement et la transition. C'est la raison pour laquelle la notion de « Juste transition » est essentielle pour le mouvement syndical. La « Juste transition » repose sur cinq piliers essentiels. Le premier est le dialogue et la participation, garantissant que les représentants des travailleurs ont une place à la table des négociations et ce, à tous les niveaux. Le deuxième pilier est la politique d'investissement et la politique industrielle, assurant la création d'emplois par l'innovation, les investissements dans la transformation des industries et des services, ainsi que la promotion des emplois verts. Les marchés à eux seuls ne peuvent pas aboutir à ce résultat: nous avons besoin d'une régulation qui encourage ce type de création d'emplois. Le troisième pilier est la stratégie en matière de compétences, notamment le verdissement de la formation et des compétences afin de permettre aux travailleurs de faire face aux changements en cours. Le quatrième pilier est la reconnaissance des droits syndicaux et des droits de l'homme. Cet aspect est strictement lié à la stratégie du « travail décent »: il est impossible d'avoir une « Juste transition » sans une démocrati-



[Interview]

Rio+20: Interview de Judith Kirton-Darling (suite)

sation des relations industrielles. Lorsqu'on examine la crise en Europe et les programmes d'austérité qui ont été mis en place, la fragilisation du dialogue social et des droits fondamentaux du travail est fondamentalement opposée à la « Juste transition » que nous voulons. Le cinquième pilier est la promotion des systèmes de protection sociale capables de soutenir et d'aider ceux qui sont affectés par la transition, en garantissant que les gens ne tombent pas dans le chômage de longue durée.

Dans quelle mesure le verdissement de l'économie peut-il alimenter les politiques de développement durable, en particulier en période de crise ?

JKD : Lors de la conférence Rio+20, une des questions les plus controversées a été la notion d'économie verte. Ce point était controversé parce qu'il est perçu dans le mouvement syndical de nombreux pays en développement comme une « version verte » du capitalisme, plutôt qu'un examen réel des changements fondamentaux du modèle économique dominant, y compris la manière dont nous consommons et produisons, la qualité de la vie, etc. Le fait est qu'il ne suffit pas d'avoir un PIB vert: la stratégie de développement durable a besoin d'indicateurs qui vont

au-delà du PIB. Cet aspect est essentiel pour poursuivre une politique saine de développement durable. Mais les politiques écologiques sont certainement une composante essentielle du développement durable. Dans ce contexte, la définition d'une politique industrielle verte et durable, la promotion de passages de marché publics durables, l'intégration des engagements environnementaux et sociaux, ainsi qu'un changement radical du mode de fonctionnement du système financier, en poursuivant les investissements à long terme, et pas la rentabilité à court terme, sont essentiels. Je voudrais insister sur le rôle des investissements à long terme, car ils favorisent une transformation de nos infrastructures et facilitent la recherche et le développement, ainsi que l'innovation. La politique d'investissement à long terme est également essentielle pour faire face à la crise: si nous voulons éviter une spirale vers le bas, nous devons investir dans la qualité, dans les personnes, dans l'innovation, et dans un avenir durable. Pour la CES - et tel a certainement été le message que nous avons délivré à Rio - le développement durable est en réalité notre réponse à la crise. C'est la voie à suivre. Les investissements durables et les politiques industrielles durables sont des piliers fondamentaux du contrat social pour l'Europe de la CES.



[Calendrier syndical] Juin - Juillet 2012

05-06/06/2012	Comité exécutif de la CES (Bruxelles)	
11/07/2012	Réunion du Groupe II « Travailleurs » du Comité économique et social européen (Bruxelles)	



[L'UE à la loupe et réactions syndicales]

Sommet européen : des avancées qui ne garantissent pas une sortie de crise durable

29/06/12 – La CES a salué positivement le fait que le Sommet européen des 28 et 29 juin ait pris des mesures immédiates pour faire baisser les taux d'intérêt des pays sous pression des marchés. Cependant, **le syndicat européen doute que ces mesures soient à la hauteur des défis auxquels l'UE doit répondre pour regagner la confiance des travailleurs et des citoyens.** « *Le Conseil européen a pris quelques mesures qui permettent de gagner un peu de temps mais de sérieux problèmes perdurent. Le pacte pour la croissance ne prévoit rien de vraiment nouveau. A part une augmentation du capital de la Banque européenne d'investissements, il s'agit d'une utilisation améliorée des fonds européens et d'une mise en œuvre de programmes déjà existants. Rien ne nous permet, hélas, d'espérer que les plans d'austérité vont être stoppés* » a déclaré Bernadette Ségol.

Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/10137>

La solidarité et l'équité sont nécessaires pour sauver l'UE



27/06/12 – A la veille du Conseil européen des 28-29 juin, la CES a appelé les dirigeants européens à **changer radicalement de cap**. Pour le syndicat européen, **l'Europe doit en finir avec l'austérité et opter plutôt pour des politiques qui visent une croissance durable et des emplois de qualité**, tout en assurant des salaires justes et l'égalité de traitement. « *Les États membres ne peuvent seuls faire face à la crise. Seuls, les États membres sont impuissants face aux marchés financiers. Seuls, ils sont trop rapidement enclins à choisir des solutions qui se révèlent être désastreuses comme le dumping social. Pour sortir de la crise, nous avons besoin de davantage d'Europe. Nous avons besoin d'instruments et de choix européens communs plus solides favorisant une croissance durable, des emplois de qualité et des salaires décents, tels ceux que nous proposons dans notre contrat social* », a déclaré Bernadette Ségol, lors d'une [conférence de presse](#) organisée le 27 juin à Bruxelles.

Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/10091>

Rio+20 : syndicats et société civile demandent des actions concrètes

18/06/12 – A la veille des dernières négociations avant la Conférence Rio+20 des Nations Unies sur le développement durable (Rio de Janeiro, 20-22 juin), [Spring Alliance](#), regroupant syndicats et organisations de la société civile, a appelé les dirigeants européens à relever le défi et à faire preuve de leadership pour en assurer le succès. A cet égard, **les responsables politiques doivent s'engager à établir un plan d'action concret visant un développement durable et l'éradication de la pauvreté**. Pour les syndicats européens, Rio+20 représente une [occasion à ne pas manquer](#) pour initier des changements fondamentaux.

Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/10043>
Déclaration de la Spring Alliance sur Rio+20 : http://www.etuc.org/IMG/pdf/Spring_Alliance_Rio_20_12_06_2012-2.pdf



[L'UE à la loupe et réactions syndicales]

Troubles musculo-squelettiques : la CES réclame une action de l'UE

19/06/12 - L'enquête européenne de 2010 sur les conditions de travail a montré une fois de plus l'importance des **troubles musculo-squelettiques (TMS)**, qui frappent tous les secteurs de l'activité industrielle et sont à l'**origine d'une proportion significative des absences pour maladies**. Dans les cas les plus graves, ils peuvent empêcher les travailleurs de conserver un emploi. A cet égard, **la CES a demandé à la Commission européenne de prendre ses responsabilités politiques et de présenter sans retard une proposition de directive** afin de permettre au Parlement et au Conseil de jouer pleinement leur rôle. « *Une législation communautaire globale sur les risques musculo-squelettiques aurait une valeur ajoutée pour les Etats membres et permettrait de relancer plus efficacement les politiques de prévention* » a déclaré Judith Kirton-Darling, Secrétaire confédérale de la CES.

Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/10070>

La CES condamne la signature de l'Accord de libre-échange de l'UE avec la Colombie et le Pérou

26/06/12 - La CES déplore la signature officielle de l'Accord de libre-échange entre le Conseil des ministres de l'Union européenne et les gouvernements colombien et péruvien. Cet accord a été signé alors que la réalité de terrain reste tout à fait inacceptable pour les travailleurs de ces deux pays. Dans ce contexte, certains parlementaires européens ont réclamé un plan d'action contraignant portant sur **l'amélioration des droits du travail et autres droits de l'homme**. Le syndicat européen plaide pour que ce plan soit mis en chantier avant que d'autres mesures hâtives ne soient prises.

Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/10095>

La déréglementation n'est pas la solution au chômage dans l'UE

28/06/12 - La dernière Revue trimestrielle du marché du travail et des conditions sociales au sein de l'UE publiée par la Commission européenne confirme que **l'emploi et la situation sociale continuent à se détériorer pour les travailleurs européens et leurs familles**. Selon ce rapport, deux millions de personnes de plus ont rejoint les rangs des chômeurs au cours de l'année écoulée et **la Commission, elle-même, admet qu'il y a « peu d'espoir » d'amélioration significative dans les 18 prochains mois**. Face à une telle situation, la CES réitère sa mise en garde contre la poursuite de politiques qui, à l'évidence, détruisent des emplois, réduisent le niveau de vie et éloignent l'UE plus encore des objectifs Europe 2020 pour l'emploi et la réduction de la pauvreté. « *La déréglementation des marchés financiers et celle croissante du marché du travail sont largement responsables du gâchis dans lequel nous sommes. L'Europe doit sortir de la crise par la croissance et non par l'austérité. Nous avons besoin de politiques débouchant sur un modèle économique durable qui soit au service des gens, pas des marchés, et qui garantisse le progrès social et la protection de l'environnement* » a déclaré Jozef Niemiec, Secrétaire général adjoint de la CES.

Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/10103>

Santé et sécurité : la CES demande une nouvelle stratégie européenne

28/06/12 - Lors de la conférence de la Présidence danoise portant sur l'examen de la stratégie actuelle de l'UE pour la santé et la sécurité au travail, **le mouvement syndical européen a plaidé en faveur d'un agenda européen ambitieux en matière de santé et de sécurité sur les lieux de travail**. « *La crise ne peut servir d'excuse pour déréglementer les dispositions en matière de santé et de sécurité ou pour retarder les actions relatives aux substances dangereuses qui, chaque année, tuent des dizaines de milliers de travailleurs en Europe* », a déclaré Judith Kirton-Darling.

Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/10125>



Calendrier de l'Union européenne

Juin – Juillet 2012

07-08/06/2012	Conseil Transports, télécommunications et énergie (Luxembourg)	Plus d'informations
07-08/06/2012	Conseil Justice et affaires intérieures (Luxembourg)	Plus d'informations
10-11/06/2012	Réunion informelle des ministres des affaires étrangères (Horsens)	Plus d'informations
11/06/2012	Conseil Environnement (Luxembourg)	Plus d'informations
11-14/06/2012	Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)	
15/06/2012	Conseil Transports, télécommunications et énergie (Luxembourg)	Plus d'informations
21/06/2012	Réunion de l'Eurogroupe (Bruxelles)	Plus d'informations
21-22/06/2012	Conseil Emploi et affaires sociales (Luxembourg)	Plus d'informations
22/06/2012	Conseil ECOFIN (Bruxelles)	Plus d'informations
25/06/2012	Conseil Affaires étrangères (Luxembourg)	Plus d'informations
26/06/2012	Conseil Affaires générales (Luxembourg)	Plus d'informations
28-29/06/2012	Conseil européen (Bruxelles)	Plus d'informations
02-05/07/2012	Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)	
07-08/07/2012	Réunion informelle des ministres de l'environnement (Nicosie)	Plus d'informations
09/07/2012	Réunion de l'Eurogroupe (Bruxelles)	Plus d'informations
10/07/2012	Conseil ECOFIN (Bruxelles)	Plus d'informations
10-13/07/2012	Réunion informelle des ministres de la santé, de l'emploi et des affaires sociales (Nicosie)	Plus d'informations
11-12/07/2012	Session plénière du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
19-20/07/2012	Réunion informelle des ministres de la compétitivité (Nicosie)	Plus d'informations
23/07/2012	Conseil Affaires étrangères (Bruxelles)	Plus d'informations
23-24/07/2012	Réunion informelles des ministres des affaires intérieures et de la justice (Bruxelles)	Plus d'informations
24/07/2012	Conseil Affaires générales (Bruxelles)	Plus d'informations

Équipe éditoriale: ÉDITRICE RESPONSABLE: **Bernadette Ségol** • RÉDACTRICE EN CHEF: **Patricia Grillo** • RÉDACTEUR: **Daniele Melli**

Faites connaître cette newsletter à vos contacts !